

Fiche de présentation

1/ Stratégie et force navale pour l'Espagne dans le XXI^{ème} siècle.

2/ Capitaine de Corvette Herranz Sabio, Martin.

3/ 02/03/2000.

4/ Division D. Groupe 2.

5/ Mémoire individuel de stratégie

6/ Synthèse : Les espaces maritimes ont une influence majeure sur la défense de l'Espagne à cause de sa configuration géographique. L'économie espagnole a une forte dépendance de la mer, seule la coopération industrielle internationale pourra assurer le niveau technologique nécessaire pour bâtir une marine moderne.

Traditionnellement le concept stratégique espagnol s'est orienté vers l'isolationnisme et la défense du territoire. Actuellement, ce concept stratégique évolue vers la participation au sein des alliances militaires en Europe. L'OTAN constituera l'alliance principale en matière de défense. La dimension maritime de la stratégie globale espagnole est devenue plus évidente.

La marine espagnole (l'Armada) devra concentrer ses efforts sur la capacité de contrôle de la mer, notamment dans la région des accès au détroit de Gibraltar. L'Armada aura besoin d'une force océanique. Un nouveau programme de construction sera nécessaire pour assurer la cohérence de l'outil.

7/ Mots clés : Condition maritime – Archipels – Gibraltar – Commerce – Coopération industrielle – Mentalité – OTAN – Union européenne – Contrôle de la mer - Capacité océanique – programmation.

TABLE DES MATIERES.

Fiche de présentation.....	1.
TABLE DES MATIERES.....	2.
1. AVANT PROPOS.....	3.
2. LE CADRE GÉOGRAPHIQUE.....	3.
3. LE CADRE ECONOMIQUE.....	8.
3.1. Une économie conditionnée par la mer.....	8.
3.2. Situation économique et budget de défense. Une culture d'austérité.....	9.
3.3. La Marine Marchande. Fourmi ouvrière de l'économie et réservoir de moyens pour l'Armada.....	11.
3.4. La Marine de Pêche. Une mission pour l'Armada.....	12.
3.5. Industrie et Technologie. A la recherche du temps perdu.....	14.
4. LE CADRE POLITIQUE.....	18.
4.1. L'opinion publique et l'héritage.....	18.
4.2. La non-prolifération et le moratoire nucléaire.....	21.
4.3. Politique étrangère, l'ouverture par Nord.....	21.
4.4. Les alliances militaires.....	24.
5. STRATEGIE NAVALE, THEORIE Y PRATIQUE.....	26.
5.1. Le cas espagnol. Stratégie navale à la fin du XX^{ème} siècle.....	27.
5.2. Prospective pour le XXI^{ème} siècle.....	29.
6. LA CONSTRUCTION DE LA FORCE NAVALE.....	31.
7. CONCLUSIONS.....	34.
BIBLIOGRAPHIE.....	37.

1. AVANT PROPOS.

L'objet de ce travail est de faire une étude de l'influence de la mer sur la définition de la stratégie espagnole au seuil du XXI^{ème} siècle et des implications qui pèsent sur ce volet de la stratégie navale. Finalement, il s'agit aussi de faire quelques considérations à propos de la construction de la force navale capable de faire réalité les choix et les objectifs de la défense.

Dans le livre « The future of Sea Power » le professeur Eric Grove fait une étude des conditions qui ont une influence sur la puissance navale. L'étude débute par l'énoncé des fondements établis par Mahan pour aboutir à un classement des facteurs par ordre d'importance.

Eric Grove considère d'abord ceux qui ont une importance majeure, nommés les conditions de premier ordre, par ordre d'importance : la puissance économique, le développement technologique et la culture socio-politique.

Les conditions de deuxième ordre comprennent par ordre d'importance : La position géographique, la dépendance de la mer pour le commerce et l'activité industrielle et finalement la perception du gouvernement de ce que doit être sa politique maritime.

L'analyse de ces conditions dans le cas de L'Espagne en union avec la trajectoire stratégique et politique de la nation, servira de référence pour la détermination des buts et des capacités à venir.

2. LE CADRE GEOGRAPHIQUE.

L'Espagne et le Portugal constituent une péninsule à l'extrémité sud-ouest de L'Europe, séparée du continent africain par un détroit de huit milles nautiques de large. Deux archipels principaux font partie du territoire national, l'archipel des Iles Baléares en Méditerranée à 50 nautiques de la péninsule, et les Iles Canaries dans l'Océan Atlantique à 700 nautiques de l'Espagne péninsulaire, et 70 nautiques des côtes du Maroc.

Les limites du territoire continental comprennent 3.200 km de côtes. Les frontières terrestres comprennent 1.945 km, 1.215 km entre L'Espagne et le Portugal et 730 km avec La France.

Avant d'établir un caractère maritime ou continental de la nation d'après le rapport côtes/frontières, quelques considérations sont pertinentes.

Le territoire espagnol n'est pas particulièrement riche en matières premières, notamment en pétrole ou en métaux. Les pays limitrophes de l'Espagne dépendent eux aussi de l'extérieur dans ce domaine.

Le Portugal présente une grande façade côtière ouverte vers l'Atlantique, mais en dépit de l'extension de ses côtes, le nombre de ports est réduit. Deux ports principaux : Lisboa (11.538.000 tonnes en 1997) et Leixoes (12.000.000 tonnes en 1997) canalisent le commerce maritime portugais. Les ports espagnols ouverts vers l'Atlantique ou la mer Cantabrique sont très nombreux, sans grands problèmes d'accès avec de bonnes infrastructures, comme La Corogne, Vigo, Cadix (3.167.000 tonnes en 1997), Algeciras (37.299.000 tonnes en 1997), Pasajes (3.761.000 tonnes en 1997) ou Bilbao (22.411.000 tonnes en 1997). Ainsi, la frontière portugaise n'est pas un obstacle à la sortie du commerce espagnol vers l'océan.

La frontière avec la France représente le trait d'union de la péninsule avec le continent européen, un des marchés plus importants pour notre économie. Une barrière naturelle, les Pyrénées, ont maintenu une certaine étanchéité entre les deux pays tout au long de l'histoire. Même aujourd'hui le nombre de passages à travers les montagnes sont réduits, en plus des routes de montagne il n'y a que deux autoroutes longeant les côtes et trois lignes de chemin de fer.

L'influence des frontières terrestres comme barrières doit s'inscrire aussi dans le domaine politique. Le processus d'union européenne a enlevé une grande partie des contraintes au trafic de personnes et marchandises, voire d'argent, à travers nos frontières terrestres.

On peut dire enfin, que si la mer nous relie avec les sources de matières premières et les marchés, la terre nous relie partiellement avec le marché européen. Le commerce espagnol dépend de la mer : 80% des importations et 65 % des exportations se font actuellement par voie maritime. Il est resté à peu près constant dans l'histoire. Il le restera dans le prochain siècle, il peut même augmenter la dépendance des exportations au trafic maritime à mesure que l'économie se développe.

La population en Espagne habite préférentiellement les côtes. 66% de la population habite à moins de 50 kilomètres de la mer. Après Madrid, capitale du royaume depuis le XVI^e siècle, les villes les plus peuplées sont situées sur la côte. Huit villes parmi les dix villes les plus grandes d'Espagne sont des villes portuaires. Une grande partie de l'industrie, notamment l'industrie sidérurgique et du pétrole se trouve dans la région côtière. Cela constitue à la fois une valorisation du caractère maritime du pays et un reflet de la dépendance de la mer.

Les archipels des Baléares et des Canaries prolongent le territoire péninsulaire dans les mers qui les baignent. Ils représentent des importants espaces maritimes de souveraineté. L'histoire n'a pas épargné à ces archipels d'être la cible des différentes nations ennemies. Cela montre leur intérêt stratégique.

L'archipel des Baléares se situe en face de la côte Est de la péninsule. Un canal de 50 milles nautiques sépare l'île d'Ibiza du continent. Un autre de 45 nautiques sépare l'île d'Ibiza de Majorque, capitale de la région autonome des Baléares et l'île la plus grande. L'île de Minorque a été longtemps une base navale très importante. On y conserve toujours l'ancien manoir habité par Lord Nelson à Mahon. Elle se situe à 30 nautiques au nord de Majorque. 200 milles nautiques séparent l'archipel du nord de l'Afrique et 400 le séparent du Chanel de Sicile.

Les Îles Baléares ont eu un rôle important dans la projection de la puissance navale en Méditerranée : centre d'accueil pour la piraterie au XV^{ème} siècle, point d'appui convoité pour l'expansion maritime britannique aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, base principale d'opérations de la marine nationaliste pendant la guerre civile au XX^{ème}

siècle. Leur position dominante face à la côte du levant péninsulaire donne à ces îles un intérêt stratégique de premier ordre.

La proximité de l'archipel par rapport aux côtes du levant espagnol et la distance des bases d'un potentiel agresseur, facilite la défense de l'archipel et la projection de forces ou puissance à partir de la péninsule. L'exploitation de sa position stratégique exige le contrôle de l'espace aéro-maritime qui l'entoure.

Les Îles Canaries sont placées le long d'une des plus importantes routes maritimes atlantiques. Il s'agit de celle qui longe la côte africaine depuis le Cap de Bonne Espérance vers l'Europe. Elles constituent aussi une plate-forme vers l'Afrique. La distance entre l'archipel et la péninsule (700 milles nautiques) augmente l'importance stratégique de l'espace maritime entre les Canaries et l'Europe. La maîtrise de cet espace ou au moins le contrôle de la mer dans ce théâtre, doit être une priorité de la défense nationale, même dans le cadre de n'importe quelle alliance.

Le détroit de Gibraltar constitue la porte avant de la Méditerranée et le pont entre l'Europe et l'Afrique. Cet espace maritime a une importance stratégique de portée mondiale.

En tant que zone d'intérêt stratégique, le théâtre du détroit de Gibraltar doit être compris comme l'espace compris entre le cap de Saint Vincent au sud du Portugal et le cap de Gata dans la Méditerranée. Il englobe la mer d'Alboran.

Des acteurs différents partagent cette scène privilégiée : L'Espagne et le Maroc jouissent de la position dominante car ils conforment les limites Nord et sud du Détroit. La Grande Bretagne qui occupe depuis 1704 la ville de Gibraltar. Elle a réussi au cours de l'histoire à tirer le maximum de profit stratégique de cet espace. On trouve aussi le Portugal, L'Algérie et la Tunisie dans les approches atlantique et méditerranéenne.

Dans le contexte géopolitique actuel, la ville de Gibraltar a perdu une part de son poids stratégique. A la différence du début du XIX^{ème} siècle où la performance des armes de l'époque et sa configuration géographique garantissaient sa défense, sa

valeur actuelle dépend d'une position amicale de l'Espagne ou au moins de sa neutralité.

Dans le cadre de l'Alliance Atlantique, le contrôle du détroit signifie la liberté d'accès au flanc sud du théâtre européen. Maintenir cet espace dans des mains amies reste une priorité stratégique. Avec l'évolution de la structure de l'OTAN, la ville de Gibraltar a perdu son rôle de poste de commandement et de base pour l'alliance en faveur des bases espagnoles, bien que sa fonction militaire reste au niveau national britannique.

Le vieux contentieux entre l'Espagne et la Grande Bretagne à propos de la souveraineté de la ville de Gibraltar ne fait pas partie de ce travail. Cependant on peut penser que son dénouement sera lié, en partie, à l'évolution du poids stratégique et militaire de chaque nation au sein des alliances voire des espaces politiques communs qu'elles partagent aujourd'hui.

Comme voie de communication maritime, une moyenne de deux cents navires traversent le détroit par jour. Ils transportent 700 millions de tonnes de matériels par année. Les pays du bassin méditerranée dépendent en grand mesure de ce trafic, dont la coupure peut entraîner l'étouffement. La possibilité d'établir un contrôle dans cette zone offre une possibilité de stratégie indirecte efficiente.

Pour l'Espagne la possibilité de cloisonner les théâtres méditerranéen et atlantique suppose un énorme avantage stratégique. Epargner une façade maritime de l'action d'un ennemi signifie maintenir ouvert le flux économique nécessaire en même temps qu'une économie de forces pour protéger ce flux.

Bien qu'étant un espace typiquement maritime, la présence immédiate et prolongée de la côte, la capacité des moyens de détection et des armes modernes placées sur terre ou aéroportés, donnent à ce théâtre à vocation interarmées.

Dans la configuration géographique de l'Espagne on peut distinguer trois centres de gravité stratégique : Les Pyrénées, les espaces maritimes entre les archipels et la péninsule et le détroit de Gibraltar.

La politique espagnole s'est orientée depuis les années 1980 vers l'Union européenne et la participation au sein des alliances militaires. Elle a mis au second plan la valeur stratégique des Pyrénées.

Les espaces maritimes entre la péninsule et les archipels, et autour des archipels, restent la donnée géographique principale pour la défense de ces territoires nationaux et la base de la projection vers l'Atlantique ou la Méditerranée.

Finalement, le détroit de Gibraltar constitue une authentique pierre de voûte stratégique pour l'Espagne, dont le contrôle offre l'ouverture vers la Méditerranée ou vers l'Afrique, la possibilité d'isoler une des façades maritimes et la voie incontournable pour la concentration des forces maritimes espagnoles, voire européennes.

Le contrôle de ces espaces doit être un des buts permanents au sein de la défense de l'Espagne, et un des apports majeurs aux alliances dont nous faisons partie. Les richesses stratégiques comme les richesses naturelles existent, c'est à nous de les exploiter, dans la connaissance historique car si nous ne le faisons pas, d'autres le feront pour nous.

3. LE CADRE ECONOMIQUE.

3.1. Une économie conditionnée par la mer.

Dans le domaine des échanges de biens, le commerce espagnol exploite la voie maritime pour 80% des importations et 65% des exportations. Comme il a déjà été dit, la configuration géographique du territoire et le manque de matières premières imposent une forte dépendance vis à vis des accès maritimes. Concernant certains produits stratégiques, comme le pétrole ou l'acier la dépendance du commerce maritime est encore plus évidente, et c'est la raison pour laquelle toutes les raffineries et hauts fourneaux se trouvent sur la zone côtière.

Mais les espaces maritimes ne représentent pas seulement des voies de communication pour le commerce, leur importance comme source de richesses augmente. Nombre de sites d'aquaculture se sont mis en place sur les littoraux espagnols et forment une industrie qui se développe très vite depuis quelques années. Les fonds marins proches de nos côtes si bien plutôt pauvres en ressources pétrolières, sont riches en nodules poly métalliques, possible source minérale d'énergie dans le futur.

La mer en tant que voie de communication ou source de richesse conditionne beaucoup l'économie espagnole actuelle et future, de plus il existe aussi une certaine vulnérabilité de cette économie à la maîtrise des espaces maritimes, par conséquent il est nécessaire d'adapter la politique nationale, la défense et ses moyens à garantir la sécurité et les intérêts des différents acteurs de l'économie liés à la mer.

3.2. Situation économique et budget de défense. Une culture d'austérité.

L'économie espagnole dans les dernières années du XX^{ème} siècle et au seuil du XXI^{ème} siècle est soumise à un important processus de changement. Pendant ces dernières vingt-cinq années, l'économie à caractère agricole a cédé la place à une économie dominée par le secteur des services. Le secteur public, ancien moteur de la reconstruction économique, est en pleine évolution vers la propriété privée. Parallèlement l'Europe exerce de plus en plus de compétences dans le domaine économique, notamment dans la politique monétaire et dans le domaine de l'agriculture et la pêche.

La situation actuelle de l'économie montre une répartition de 10% pour le secteur agricole et des matières premières, 30% pour le secteur industriel et 60% pour le secteur des services. L'activité privée atteint le 55% de l'activité économique, chiffre qui doit augmenter dans les prochaines années.

A la fin de 1999 le taux de croissance de l'économie est de 3.9%, l'inflation de 2.4% et les prévisions pour les prochaines années semblent confirmer une bonne

évolution économique, le gouvernement confie que les comptes de l'Etat montreront un excédent en 2002.

Dans ce cadre économique favorable, Le taux de chômage atteint cependant 10,2% de la population active (un des plus importants de la Communauté Européenne). Cette situation est perçue par les citoyens et les partis politiques comme le problème politique prioritaire, et constitue le cœur de tous les programmes politiques. Depuis 1994 une politique économique d'austérité domine l'investissement public et module fortement la politique de défense.

En 1999 le budget de la défense a représenté 1.1% du PNB. Pour l'an 2000, il atteindra 1.12% et la cible des dépenses dans le meilleur scénario se place à 1.5% du PNB à moyen terme, pourcentage retenu comme plafond dans toutes les hypothèses d'augmentation du budget de défense. Les deux grands enjeux financiers sont la modernisation et la professionnalisation des Forces Armées.

La distribution de ce budget se fait en quatre grands domaines : l'Armée de Terre (38.1%), l'Armada (16.9%), l'Armée de l'Air (17%) et l'Organisme Central (28%). Ce dernier comprend principalement le Ministère de la Défense, l'Etat Major Interarmées, le renseignement, les communications par satellite et différents bureaux de recherche technologique.

L'effort de modernisation du matériel a trouvé une importante source financière dans des chapitres d'investissement différents du budget de la défense, d'une partie des investissements du Ministère d'Industrie en infrastructure et dans le budget de Recherche et Développement. Le chapitre Recherche est en nette expansion et la moitié des ressources sont dévoués à des programmes de haute technologie de défense, en particulier dans le domaine de l'aéronautique, des communications et de l'espace. Ces sources auront tendance à diminuer au fur et à mesure que la privatisation du secteur public s'étendra et que les projets de défense ne demanderont plus un degré aussi fort d'importation de technologie.

L'avenir économique de la Défense ne permet pas de rêves de grandeur et impose un format de Marine réduit. Le grand défi économique pour l'Armada sera

l'optimisation des investissements, notamment dans le domaine du matériel. Toutes les méthodes permettant de réduire les coûts devront être poussées au maximum, en particulier la coopération internationale dans la conception de plates-formes et de systèmes d'armes, dans l'emploi de normes non militaires pour les bâtiments auxiliaires et de transport, et par une meilleure préparation et coordination avec la marine marchande et les autres acteurs de la mer qui assureront une montée en puissance des moyens d'appui aux unités de combat et de projection de force.

3.3. La Marine Marchande. Fourmi ouvrière de l'économie et réservoir de moyens pour l'Armada.

En dépit du grand commerce maritime développé en Espagne, dont le nombre de marchandises traitées dans les ports espagnols augmente chaque année, la marine de commerce a subi un période de réduction.

En 1979 le nombre de navires sous pavillon espagnol était de 2750 unités avec 8.056.000 tonnes. En 1999 le nombre est descendu à 1606 navires avec 1.687.715 tonnes d'après le Lloyd's Register of Ships. Cette réduction pose une importante contrainte pour la défense car ce seront essentiellement des compagnies étrangères que pourront assurer le commerce en cas de guerre ou crise.

La marine marchande est aussi un important réservoir de moyens pour la défense, comme on l'a vu pendant la guerre des Malouines où la Royal Navy a pris 67 navires de commerce et 5 chalutiers pour renforcer la TF 317.

Dans l'histoire navale espagnole récente on ne manque pas d'exemples dans ce domaine : pendant la Guerre Civile Espagnole la Marine Nationaliste s'est servie d'un grand nombre de navires civils : 15 navires de commerce et 28 bateaux de pêche se sont adaptés aux besoins de la marine de guerre.

Après la guerre, la loi de Crédit Naval de 1939 a établi les actions réservées à la défense dans la construction des navires marchands. Cette loi, toujours en vigueur, a perdu une bonne partie de sa valeur à cause des changements législatifs et

économiques opérés durant ces dernières vingt années, et elle a besoin donc, d'une remise à jour.

Depuis 1973 un contrat avec la compagnie publique Transmediterranea de transports maritimes assurait le réservoir de transport pour les opérations navales, dont l'importance est apparue évidente dans les opérations d'évacuation de la Guinée et du Sahara Occidental. Le contrat expirait en 1998 et les démarches de privatisation de la compagnie comme les priorités actuelles de la politique de défense ont ralenti le renouvellement de cette collaboration très importante.

Pendant les années quatre-vingt, après le désarmement du pétrolier ravitailleur « Teide », l'Armada manquait de la capacité de ravitaillement à la mer en combustible. Pour combler le déficit jusqu'à l'arrivée d'un nouveau pétrolier, deux pétroliers civils ont été affrétés et équipés avec un système de ravitaillement par la poupe. Un des aspects plus intéressants de cette expérience était son coût. Il offre un exemple de possibilité d'amélioration des capacités de l'Armada, de façon économique.

3.4. La Marine de Pêche. Une mission pour l'Armada.

Dans les années soixante-dix, la flotte de pêche espagnole était une des flottes les plus nombreuses du monde. Depuis les années quatre-vingt une importante réduction de cette flotte s'est produite, les causes de cette réduction sont diverses.

D'abord l'adhésion à la Communauté Européenne, avec l'introduction des quotas de capture dans les eaux européennes, a entraîné une grande réduction du nombre de bateaux. Le système de quota s'est étendu à d'autres zones historiquement fréquentées par les pêcheurs espagnols car les politiques de conservation de ressources posent de plus en plus de contraintes à l'exploitation.

Une réduction importante de la présence espagnole dans les eaux du Sahara occidental est intervenue après que cette zone extrêmement riche en ressources ait été placée sous l'administration du Maroc. Entre autres raisons, moins importantes,

se trouve l'arrêt de la pêche à la baleine, dont les installations situées au nord ouest de l'Espagne ont été fermées.

Le secteur de la pêche est en pleine modification pour s'adapter à ce nouveau contexte avec un important essor de l'aquaculture. Après avoir acquis la maîtrise de l'élevage de mollusques et plusieurs années d'expérimentations dans le domaine des poissons, le nombre d'installations de pisciculture s'est multiplié, en particulier dans la côte de la Méditerranée.

A mesure que les possibilités de capture se sont réduites, les activités des bateaux se sont diversifiées, les zones de travail se sont éloignées, et de nouvelles tâches sont apparues pour la marine.

En 1994 le service de garde-côte canadien s'est emparé d'un chalutier espagnol en haute mer. L'objectif était de faire valoir l'avis de son gouvernement à propos de l'exploitation de la zone internationale de pêche NAFO, placée au sud du Groenland et à 300 milles nautiques de la côte du Canada.

Pour éviter une répétition de cet acte contraire au droit international, le gouvernement espagnol a décidé l'envoi de quelques unités de la marine. Les unités choisies étaient des patrouilleurs et des remorqueurs pour ne pas augmenter le niveau de la crise par la présence d'un navire de premier rang.

A l'issue de cette crise connue comme « la guerre du flétan », la politique de pêche s'est centrée sur le contrôle des activités de la pêche dans les zones où travaillent normalement les bateaux espagnols : les eaux de la zone NAFO, et les eaux communautaires dans la Méditerranée et l'Océan Atlantique. Pour l'exécution de cette politique, des patrouilleurs espagnols sont mis à disposition des inspecteurs de la communauté ou d'autres nations selon les accords de pêche.

Les unités envoyées pendant « la crise du flétan », conçues pour la surveillance de la zone économique autour des Iles Canaries et de la côte nord-ouest de la péninsule, présentaient quelques limitations à cause des distances et les conditions météorologiques dans les zones de Groenland et du sud d'Irlande. La Marine en

coopération avec le Ministère de l'Agriculture a transformé deux chalutiers en patrouilleurs pour remplir cette mission.

Avant 1990 l'Armada était responsable de toute l'action de l'Etat en mer. La réorganisation de l'administration vise à concentrer l'action de l'Armada dans le domaine de la défense, en transférant les autres responsabilités à la Guardia Civil del Mar et à des différents organismes à caractère civil.

La surveillance de la pêche est devenue une compétence du Ministère d'Agriculture et Pêche, mais le manque de moyens et d'expérience montrent la nécessité d'un soutien de la Marine. Dans la formule actuelle c'est le Ministère d'Agriculture qui est chargé de l'acquisition des bâtiments et de la programmation des campagnes de surveillance. L'Armada est chargée de fournir les équipages, d'assurer l'entretien et de la conduite des opérations. La Méditerranée occidentale, le banc de Grand Sole et les eaux du Groenland continueront à être des zones d'opération des patrouilleurs de haute mer de l'Armada au XXI^{ème} siècle.

3.5. Industrie et technologie. A la recherche du temps perdu.

L'application pratique d'une stratégie navale exige des moyens matériels et une force navale. La complexité des plates-formes et des systèmes d'armes, leur prix et l'infrastructure associé font de l'économie et de la capacité technologique deux facteurs fondamentaux du pays à l'heure où il bâtira sa puissance navale.

Dans le cas de l'Espagne, un important retard technologique par rapport aux pays industrialisés s'est produit. Les limitations imposées par cette déficience de connaissances et une « recherche du temps perdu » entraînent toutes les tentatives de reconstruction de la puissance navale.

L'histoire de l'Espagne pendant la deuxième partie du XIX^{ème} siècle est une succession de guerres civiles couronnées par une guerre contre les Etats Unis dont les conséquences ont été l'anéantissement de l'Armada, la perte des territoires d'outre mer, un retard important dans l'industrialisation du pays et, enfin, une situation endémique d'instabilité politique et de pauvreté.

Le parcours de l'Armada pendant la première moitié du XX^{ème} siècle est un reflet du manque de direction politique. La reconstruction de la flotte a traîné dans une politique navale erratique où les programmes, les objectifs et les ministres changeaient trop vite, tandis que l'outil industriel restait obsolète.

En 1922, sous la direction de l'amiral Miranda, Ministre de Marine à l'époque, a démarré un programme naval qui comprenait la construction de navires modernes mais aussi la mise à jour de l'outil industriel avec la coopération technologique de la Grande Bretagne principalement.

Au début des années trente, le programme est achevé et le niveau technologique des unités était satisfaisant, mais les événements politiques et finalement la Guerre Civile vont arrêter la modernisation de l'Armada.

Après la Guerre Civile, un nouveau programme naval est rédigé s'appuyant sur l'aide technologique allemande, mais le retard technologique et la faiblesse de l'économie espagnole se révèlent trop importantes, comme le montre le fait que les sous-marins du type VII allemand mis sur cale à Cartagena ne sont jamais arrivés à terme.

Après la Seconde Guerre Mondiale le niveau technologique en Espagne est dramatique et il le restera jusqu'en 1953, date à laquelle l'Armada avec l'aide américaine va utiliser pour la première fois les systèmes modernes de détection électronique et acoustique. Durant les vingt années qui suivent, les unités qui constituent le noyau de la force sont des anciennes unités du Pacifique.

Un nouveau programme naval est mis en place en 1972 avec le double objectif de bâtir une force moderne et de développer l'industrie nationale. Pour remplir cet objectif, toutes les unités incorporées à l'Armada doivent être construites en Espagne avec l'aide d'un partenaire technologique, voire parrain, et chaque projet doit faire l'objet d'un retour de technologie. Les partenaires technologiques privilégiés sont les Etats Unis pour les unités de surface et la France dans le domaine des sous-marins.

Cette politique va continuer pendant les années quatre-vingt avec des partenaires supplémentaires comme les Pays Bas dans le domaine des systèmes d'armes et l'Italie dans celui de la guerre électronique. En 1978 la corvette « Descubierta » est délivrée à l'Armada. C'est le premier navire moderne dessiné en Espagne. Pour Alain Guillerm, auteur du livre « La marine de guerre moderne », cette étape de l'Armada signifie « le passage d'une marine moyenâgeuse à l'ère moderne ».

Pendant les années quatre-vingt dix, il faut souligner la coopération internationale dans la recherche et le développement d'unités et systèmes d'armes avec d'autres pays européens, notamment les Pays Bas. Cette formule a donné d'excellents résultats dans le développement et la construction des bateaux de ravitaillement et amphibie, et a simplifié le projet de la frégate F-100.

Le niveau technologique acquis par l'Armada semble valider cette politique qui a permis à l'industrie nationale de faire d'importantes avancées, comme les moyens de guerre électronique qui équiperont les navires de surface ainsi que certains systèmes d'armes ou SIC. Mais cette progression ne peut pas être indéfinie et la même logique industrielle et technologique impose ses conditions et ses limites.

D'une part l'éventail des technologies est si vaste qu'il ne pourra pas être circonscrit au niveau national, d'autre part, les possibilités d'obtenir des bénéfices ayant comme client principal une marine de taille moyenne sont aussi petites qu'il ne sera pas rentable pour les industriels.

Au cours du prochain quart de siècle, l'Armada restera très dépendante de l'étranger au plan technologique, en particulier vis à vis des Etats Unis. Une grande partie des programmes lancés pour la première décade du XXI^{ème} siècle utilise des systèmes d'armes américains, en particulier la couple Harrier-Amraam et le système Aegis en guerre antiaérienne, les hélicoptères Sea Hawk et le système TACTAS-LAMPS en guerre anti sous-marine et le missile Harpoon en guerre anti-surface. Cette dépendance doit être cohérente avec les choix stratégiques et la politique de défense espagnole.

L'indépendance reste au-delà de nos capacités et serait même une situation impossible à maintenir. Des pays comme la France ou la Suède qui disposent d'un niveau technologique de premier rang dans le domaine de la défense sont contraints de réorganiser leur industrie de défense et envisagent la coopération internationale comme seule solution. Cette coopération oblige à partager avec des industries étrangères des domaines de construction qui auparavant étaient nationaux. La manque d'accords dans le domaine de la distribution des charges industrielles demeure la raison de nombreux échecs de programmes internationaux comme celui de la frégate NRF-90 dont l'Espagne faisait partie, mais nécessité fera loi.

La formule de « parrainage technologique » doit aboutir à une capacité de l'industrie nationale, capacité ciblée au moins dans un domaine d'expertise qui fera le noyau principal de l'apport espagnol dans le cadre d'un programme international. Cette politique implique de faire des choix et exige de maintenir une fois atteint un niveau d'excellence. L'histoire récente fournit des bons exemples à éviter ou à suivre.

Pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, le chantier naval public BAZAN a construit dans le site de Cartagena deux séries de quatre sous-marins conformément à des plans français. Après le dernier bâtiment, aucun projet n'a été envisagé jusqu'à l'an 2000. Pendant ce temps, le chantier confronté à des problèmes économiques a orienté son activité vers la technologie des fibres de verre pour les nouveaux chasseurs de mines. Le personnel qui avait fait partie des programmes des sous-marins est parti ou s'est reconverti, de sorte qu'au démarrage du nouveau projet de sous-marin du type S-80 nous sommes presque au même point qu'il y a trente ans.

Dans un autre terrain aussi exigeant que celui de l'aviation, l'entreprise espagnole d'origine publique CASA, profitant des retours de technologie suite à des grands programmes d'acquisition de l'Armée de l'Air, s'est spécialisée dans certains domaines technologiques, ce qui lui a permis de faire partie de plusieurs programmes Européens.

4. LE CADRE POLITIQUE.

L'évolution de la politique de défense dans les vingt dernières années a été ample et profonde suite à une orientation de la politique générale vers l'ouverture et la participation à la construction européenne. La stratégie globale de la nation s'est réorientée vers la coopération et la défense commune. Cette évolution oblige à une reconfiguration des forces armées et notamment de l'Armada, évolution dont le rythme et la forme dépendront largement de l'influence de quelques facteurs politiques.

4.1. L'opinion publique et l'héritage.

Clausewitz a expliqué le concept de friction comme les difficultés expérimentées dans la conduite du conflit dont l'origine se trouve à l'intérieur de notre propre outil militaire, dans les différences de but entre les niveaux militaire et politique ou bien entre ceux des différents responsables de la conduite ou de l'exécution.

On pourrait inclure dans le concept de friction l'environnement politique et social, l'opinion publique ou l'inertie des structures organiques ou administratives et leur influence sur la défense. Dans ce cadre des contraintes d'environnement il y a trois facteurs à prendre en compte pour le cas espagnol : une opinion publique réticente, une population qui manque de mentalité maritime et une tradition d'indépendance et de manque de liaison entre les Armées.

L'opinion publique en Espagne a généralement montré peu d'intérêt pour les problèmes de la défense, et parfois une attitude anti-militaire, attitude exaspérée après la tentative de putsch militaire de février de 1981 et qui a eu une forte influence sur la politique militaire dans les années quatre-vingts.

La Directive de Défense Nationale de 1996 place entre les trois objectifs majeurs du Ministère celui « d'obtenir de la société espagnole la compréhension, l'appui et une participation intense dans la tâche de maintenir un dispositif de défense ».

En 1990 l'Armada a engagé trois frégates au cours de la Guerre du Golfe, ce qui a été une « première » dans les opérations extérieures des forces armées espagnoles. Depuis 1990 les opérations se sont succédées : un bataillon parachutiste envoyé au Kurdistan en 1991, la Bosnie depuis 1992, Le Kosovo en 1999 et les opérations d'aide humanitaire au Nicaragua après le passage de l'ouragan Mitch en 1999. Ces opérations ont participé à amélioration de l'image des forces armées ainsi que la compréhension de leur action, cependant il reste encore un long chemin à parcourir.

Actuellement, l'opinion publique conteste le bien fondé du service militaire. Ce problème doit être réglé avec la professionnalisation des armées en janvier 2003. Il existe aussi une résistance de l'opinion publique à l'augmentation du budget de la défense, qui est pourtant incontournable pour remplir la professionnalisation et la modernisation de l'outil militaire. Le renforcement du lien entre les forces armées et la société doit rester une des priorités de la politique de défense.

Si la condition maritime de l'Espagne semble très claire en regardant sa configuration géographique, elle n'est pas aussi évidente si l'on regarde la mentalité du peuple et l'on aura du mal à trouver un seul auteur naval espagnol qui ne se plaigne de ce sujet.

Trop longtemps les affaires maritimes sont restées des questions marginales pour le public et la politique générale. Cet état d'âme a été très bien traduit par l'expression « Marine : réduite et mal payé » ou bien « Ce qui est important est de devenir Ministre, même s'il s'agit du Ministère de la Marine », formules assez populaires parmi nos hommes politiques au début du XX^{ème} siècle. Un exemple de cet esprit : pendant la deuxième République on a changé cinq fois de ministre en 1933 et sept fois entre 1934 et l'éclat de la guerre en juillet 1936. Le « Tableau d'avancement » au Ministère de la Marine avant 1933 n'est pas aussi peuplé mais il était assez fréquenté quand même, les conséquences sont évidentes.

Cette façon de penser n'a pas été gratuite et les affaires maritimes n'ont connu un essor important que sous l'impulsion de quelques personnalités politiques individuelles et sans continuation. Les conséquences de cette politique participent au retard général que la nation a traîné dans ce siècle. Depuis 1980 cette mentalité

montre quelques signes salutaires de changement et des critères stratégiques à caractère maritime semblent voir le jour en Espagne.

M. Bernard Labatut a publié en France plusieurs travaux à propos de la stratégie navale de l'Espagne depuis 1980. Dans ses analyses, il souligne trois critères stratégiques principaux soutenus pour l'Armada avant de la création du Ministère de la Défense en 1977 : le premier se rapprocher de l'OTAN et participer à la défense collective avec les nations de l'Europe occidentale, un deuxième critère était la réduction de l'influence de Gibraltar comme base de l'Otan dans le théâtre sud de l'Europe et finalement le troisième était la construction d'une force de haute mer. Depuis la perspective actuelle, ces critères semblent avoir eu un poids important dans la politique espagnole de Défense.

Historiquement l'Armée de Terre a eu une position hégémonique dans la définition de la stratégie et la politique de défense de la nation qui est marquée par un concept stratégique continental, concept qui évolue vers une autre vision plus maritime, ce qui semble naturel pour l'Espagne. L'Armée de Terre évolue d'une conception de « Forces de Défense Operative du Territoire » définie dans les années soixante-dix, où les forces étaient déployées directement sur le territoire où elles seraient engagées, vers un format de forces capables d'être projetées en dehors du territoire national. Ce concept est développé dans le plan NORTE de réorganisation de l'Armée de Terre.

Depuis 1980 les forces armées espagnoles ont subi un processus d'évolution continu. L'unification de la défense dans un seul Ministère, l'adhésion à l'OTAN, l'unification du commandement sous l'autorité du Chef d'Etat Major de la Défense (JEMAD), la réduction des effectifs presque de moitié, la réorganisation et le redéploiement des armées, la restructuration des corps et échelles du personnel militaire, l'intégration à la structure militaire de l'OTAN et finalement la professionnalisation prévue pour l'an 2003 font partie des démarches les plus importantes de ce processus. Cette période continue de changement a maintenu en permanence le format des forces armées en situation provisoire et devra être stabilisé dans les premières années du prochain siècle.

4.2 La non-prolifération et le moratoire nucléaire.

La position espagnole par rapport à l'arme nucléaire est définie et claire. En 1988 l'Espagne a signé le traité de non-prolifération d'armes nucléaires et l'Espagne refuse la possession de ce type d'armement et dépendra donc des capacités de l'OTAN.

Par ailleurs, la société espagnole se montre très réticente vis à vis de l'énergie nucléaire. En 1982 le Parti Socialiste a gagné les élections avec une majorité absolue. Un des points forts du programme électoral était l'interruption de toute construction ou projet de centrale nucléaire qui était à l'époque un des programmes les plus ambitieux de l'industrie espagnole en matière d'énergie. L'exécution de cette décision politique et le remboursement des investissements aux compagnies électriques est connue sous le nom moratoire nucléaire.

Depuis cette décision, quelques changements politiques se sont produits dans le gouvernement, mais aucune évolution ne s'est produit dans la politique énergétique. Aucun parti politique n'a proposé une politique différente et l'on peut mesurer l'appui de la population à cette mesure tous les mois sans avoir recours à une enquête car un pourcentage de la facture de l'électricité est dévouée à payer le moratoire nucléaire, sans que pourtant personne ne proteste. Aujourd'hui il reste encore sept centrales nucléaires en fonctionnement et pour les élections générales de l'an 2000 le Parti Socialiste a proposé fermer tous les sites en quinze ans.

Cette politique a un corollaire important pour l'Armada et c'est une sorte d'auto interdiction à poser la question de construire des sous-marins nucléaires. Face à une éventuelle décision de ce type, l'obstacle social sera aussi difficile à surmonter que les questions économiques ou technologiques.

4.3 Politique étrangère, l'ouverture par Nord.

Après un siècle et demi d'isolement, la grande option politique de l'Espagne depuis 1980 a été l'ouverture. Cette politique d'ouverture présente trois axes privilégiés, le

plus important vers l'Europe qui est perçue comme l'espace naturel de l'Espagne, les autres sont l'Amérique Latine et les pays du nord de l'Afrique.

La défense doit maintenir un lien étroit avec la politique extérieure, adopter une politique extérieure d'ouverture et une politique de défense d'isolement serait une erreur, une erreur « tragiquement absurde » Selon les mots de l'Amiral Jesus Salgado Alba. Les lignes directrices de la politique extérieure doivent trouver un reflet dans la définition de la stratégie nationale et dans l'objectif de construction de la force.

L'Europe sera la référence pour les forces armées espagnoles, aussi bien au sein de l'OTAN que de la Communauté Européenne, on reviendra sur ce sujet à propos de l'étude des alliances.

Les liens avec l'Amérique latine sont assez forts dans l'esprit de la société espagnole comme dans la politique extérieure, et ils ont une forte vocation à se resserrer. Ils ont pour l'Espagne une vocation à servir de lien entre l'Europe et l'Amérique. L'appui de l'Espagne aux pays moins développés d'Amérique a connu un fort élan en liaison avec la participation espagnole aux missions de l'ONU chargées de conduire les processus de paix après les guerres civiles en Nicaragua ou en Salvador.

Dans le domaine économique, face à l'arrivée de la monnaie unique et la libre concurrence en Europe, beaucoup d'entreprises espagnoles ont fait le choix stratégique d'investir dans les pays américains, notamment au Chili, au Brésil et en Argentine. L'Espagne est devenue le deuxième investisseur mondial dans la région.

Dans le domaine de la défense, les échanges à caractère industriel et de formation de personnel ont monté en importance. Depuis 1990 l'Armada fait partie des exercices UNITAS dans les eaux de l'Atlantique sud avec la participation des Marines de l'Amérique du Sud et des Etats Unis.

L'Armada doit continuer à appuyer la politique extérieure dans la zone au moyen d'une présence dans les grands exercices navals dans les eaux américaines de l'Atlantique sud. Le système de coopération industrielle internationale en matière de

programmes de bâtiments peut trouver des nouveaux partenaires dans les pays de l'Amérique latine grâce à cette politique.

L'Afrique du Nord, et notamment le Maroc, ont constitué traditionnellement un des points d'attention stratégique prioritaire. Après la « Guerre d'Ifni » dans les années cinquante et la cession du Sahara Occidental dans les soixante-dix les relations avec le Maroc étaient une source de préoccupation majeure pour la défense, souci particulier aussi par l'existence de deux villes espagnoles placées sur la côte nord du Maroc.

Pendant les années quatre-vingt-dix, il s'est produit une normalisation des relations avec les pays du Nord de l'Afrique dans le cadre d'une politique de coopération économique européenne et maghrébine. Ainsi, d'importants programmes d'infrastructure ont été accomplis comme la construction du gazoduc qui relie l'Algérie et l'Espagne à travers le Maroc et le Détroit de Gibraltar ou une ligne électrique à haute tension qui traverse le détroit et relie le Maroc au réseau européen. Cette politique de coopération a favorisé le rapprochement avec ce pays.

Dans le domaine de la défense la collaboration avec les armées marocaines s'est approfondie : l'entretien des unités de la marine marocaine se fait dans des chantiers navals espagnols, il y a un programme d'échange d'officiers et d'exercices annuels et les installations d'entraînement de l'Armada participent à la mise en condition des bateaux et des équipages marocains.

Pour cela, on ne peut aujourd'hui identifier aucune menace provenant des pays du Nord de l'Afrique et les relations politiques sont bonnes. Cependant des risques de déstabilisation peuvent être identifiés, d'abord à cause des différences économiques entre cette région et l'Europe qui ont fait monter énormément la pression de la migration, mais aussi à cause de l'intégrisme religieux qui ravage l'Algérie et risque de s'étendre. La stabilité de cette région en contact direct avec notre pays doit être un des buts principaux de notre politique étrangère.

A l'exception de la Marine Royale Marocaine dans le domaine de la formation et de l'entraînement, la coopération avec les marines des autres pays du Maghreb reste à

un niveau très bas. La façade atlantique du Maroc et les côtes méditerranéennes de l'Algérie et de la Tunisie, aussi que la position de Gibraltar incitent l'Espagne à mieux collaborer avec ces pays pour renforcer sa position stratégique.

4.4. Les alliances militaires.

L'ouverture de l'Espagne vers l'extérieur a entraîné l'adhésion à des alliances militaires occidentales, adhésions qui ont facilité à leur tour l'intégration de l'Espagne au système occidental.

L'OTAN représente l'engagement le plus important de l'Espagne dans une organisation militaire, engagement qui a connu un processus assez long et controversé. En 1982 s'est produit le premier acte d'adhésion. L'intégration dans l'alliance fut suspendue la même année à l'occasion de l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste, à l'époque peu favorable à l'intégration dans l'organisation atlantique. En 1986 l'adhésion est confirmée par referendum mais sans intégration dans la structure militaire.

En 1999, parallèlement à une réorganisation de sa structure militaire, l'Espagne s'engage totalement. Dans l'organisation actuelle l'Espagne fait partie du Commandement de l'Europe (SACEUR), avec un commandement subrégional placé près de Madrid et responsable de la Méditerranée occidentale, de l'Espagne péninsulaire, de l'accès atlantique au Déroit de Gibraltar depuis la frontière avec le Portugal et de l'archipel des Îles Canaries avec une « bulle » maritime de 62 milles nautiques autour de l'archipel. Les ambitions espagnoles incluaient aussi l'espace maritime qui relie l'archipel des Canaries à la péninsule mais celui-ci reste sous le Commandement Stratégique de l'Atlantique (SACLANT), et dépend du commandement subrégional d'IBERLANT placé à Lisboa.

L'OTAN représente l'organisation militaire la plus développée et capable de garantir la défense de l'Espagne en cas de conflit majeur. Elle apporte la capacité de dissuasion nucléaire et les meilleures capacités de commandement et d'encadrement des forces conventionnelles. C'est dans le sein de cette alliance qui a

un très fort caractère maritime que l'Espagne devra chercher sa place et coordonner sa stratégie pour assurer sa défense.

A la différence du processus d'adhésion à l'OTAN, l'adhésion aux différentes forces européennes n'a pas entraîné un débat aussi tendu dans l'opinion publique. L'Espagne a fait preuve d'euro-vocation dans sa politique de coopération.

L'Espagne est membre de l'UEO depuis 1988, membre de l'Eurocorps depuis 1995, membre de l'Eurofor et l'Euromarfor depuis 1996 et en 1998 fait partie avec l'Italie de la Force Amphibie italo-espagnole, la SIAF.

Après une progression un peu erratique de la politique européenne commune en matière de sécurité et défense, la conférence du Conseil européen d'Helsinki de décembre 1999 a fixé l'objectif pour les premières années du XXI^{ème} siècle. Celui-ci prévoit des effectifs militaires projectables équivalents à un corps d'armée et une capacité de gestion des crises dans le cadre des missions de maintien de la paix, missions dites « de Petesberg ».

Ces capacités peuvent être considérées comme une première démarche vers une défense commune européenne. Ce sera le cadre de « Petesberg » qui marquera les limites des capacités militaires communes, limites qui sont encore trop loin pour assurer une défense commune. Ceci a pour effet que la référence européenne ne permet pas de dimensionner les forces armées espagnoles.

Le développement des capacités européennes imposera des conditions d'interopérabilité et de formats de forces, de critères de convergence de défense actuellement à l'étude. Ces capacités sont essentiellement des compétences en matière de renseignement, de communication, de commandement et de projection de forces. Ces critères de convergence devront constituer un plan d'équipement à court terme, et ceci est particulièrement important pour l'Armada dans le domaine de la projection car les moyens de transport ont été dimensionnés pour une brigade légère d'infanterie de marine tandis que les forces engagées dans les différentes unités européennes se montent à une division et deux brigades légères.

5. STRATEGIE NAVALE, THEORIE ET PRATIQUE.

Tous les stratégestes navals semblent unanimes sur la définition de l'objet de la guerre navale : la maîtrise de la mer. C'est dans la valorisation des différentes méthodes d'acquisition et d'exercice de cette maîtrise et dans le rapport d'influence entre la terre et la mer que l'on trouve des interprétations variées.

Pour Mahan, la stratégie maritime devrait toujours vaincre la stratégie terrestre, et toute la force navale doit être destinée à l'obtention de la maîtrise au moyen d'une victoire décisive.

L'amiral français Castex a souligné l'interdépendance entre la mer et la terre, l'importance d'une force aéronavale est fonction de la force aéroterrestre qu'elle peut déployer, et il remarque aussi que les missions d'une force navale ne peuvent se réduire à la recherche d'une bataille décisive que par ailleurs elle n'est pas toujours nécessaire ou qu'elle ne se produit jamais.

Cette dernière approche de la question stratégique semble plus équilibrée et conforme aux enseignements obtenus pendant les dernières années, elle offre aussi un cadre aux volets principaux de la guerre navale classique : protection des zones d'intérêt stratégique et de notre commerce, interdiction de la mer à l'ennemi, projection de force et projection de puissance.

Dans le concept classique, les espaces maritimes étaient considérés principalement comme des voies de communication, comme une zone de passage aussi bien pour les forces que pour le commerce. L'évolution de la technologie et de l'économie a fait que la mer est aussi considérée comme un réservoir de ressources naturelles de plus en plus soumis au contrôle et à la souveraineté des pays riverains. Certains espaces maritimes représentent des grandes zones de territoire à défendre en permanence pour leur intérêt économique comme par exemple la mer du Nord en Europe.

L'apparition de la bombe atomique, le développement de la propulsion nucléaire et des missiles intercontinentaux unis à l'opacité des océans, ont fait de la mer l'espace

privilegié de déploiement des sous-marins nucléaires porteurs de missiles balistiques. La protection et l'appui de ces unités induisent de nouvelles missions pour les forces classiques.

« Le fait nucléaire a tout bouleversé » c'est la conclusion de l'amiral français Pierre Lacoste pour expliquer comment le fait d'être en condition d'arriver à une violence extrême a forcé les grandes puissances militaires à changer le concept de l'emploi de la force pour une menace d'emploi, pour une stratégie de dissuasion.

A coté de cette stratégie de dissuasion nucléaire, il reste toujours le besoin de s'assurer de la maîtrise de la mer pour pouvoir utiliser les espaces maritimes à notre profit, un objectif qui engage en permanence les forces navales et un objectif de premier ordre pour une situation de guerre limitée, enfin, ce que l'Amiral Lacoste appelle une stratégie d'action.

5.1 Le cas espagnol. Stratégie navale à la fin du XX^{ème} siècle.

Pour les auteurs navals espagnols des années quatre-vingts, la stratégie espagnole doit suivre deux grands axes, le premier est de garantir la défense du territoire national, le deuxième est la collaboration avec l'Alliance Atlantique.

Dans le cadre de la défense du territoire national, la zone aéro-maritime définie par l'axe qui relie les îles Baléares, le Détroit de Gibraltar et les îles Canaries représente la zone d'intérêt prioritaire pour la marine. Le contrôle de la mer dans cette zone constitue la mission principale de l'Armada, mais sa maîtrise dépasse ses possibilités. Ce concept de défense demande aussi une stratégie de dissuasion conventionnelle face à un pays tiers.

L'apport de l'Espagne à la défense commune se pose sous forme d'une stratégie de coopération avec les forces maritimes de l'OTAN. La protection des lignes de communication maritime à travers l'Atlantique et la valeur stratégique du Détroit de Gibraltar constituent les centres de gravité de cette stratégie.

Pour être capable d'assurer cette stratégie de coopération, l'Armada doit avoir les moyens d'exercer le contrôle de la mer dans les approches du détroit de Gibraltar et de collaborer à la défense anti sous-marine du trafic de commerce allié, car les sous-marins soviétiques constituent une menace majeure pour ce trafic.

Pour remplir ces missions, pendant les années quatre-vingts la définition de la force navale s'est orientée vers une force océanique. Un groupe de combat autour du porte-avions « Principe de Asturias » a été pris comme base et la lutte anti sous-marine a été privilégiée grâce à l'acquisition du système TACTAS de sonar passif, à la modification des sonars d'étrave à basse fréquence et des sonars remorqués des frégates DEG, à la modification des sonars héliportés et à la spécialisation des sous-marins à la guerre anti sous-marins.

Les années quatre-vingt-dix voient la poursuite des stratégies de dissuasion et de coopération, mais trois événements principaux introduisent certaines modifications : l'intégration dans la structure militaire de l'OTAN, la chute du mur de Berlin et l'engagement dans les conflits du Golfe et de Yougoslavie.

Au moment de l'intégration de l'Espagne dans la structure militaire de l'OTAN les pays membres envisagent une nouvelle organisation. Pour l'Espagne il s'agit d'obtenir un commandement régional qui soit responsable de tout le territoire, les Iles Canaries y comprises, tenant compte de la mise à disposition des forces militaires espagnoles, d'autre part l'Espagne demande aussi la suppression du commandement de Gibraltar (COMGIBMED) qu'elle refuse de reconnaître.

La chute du mur de Berlin est la date de référence pour la fin de la guerre froide. Les relations plus détendues avec l'ancien bloc soviétique et la réduction de la marine russe signifient une réduction de la menace sous-marine. Les programmes d'armement de l'Armada sont alors réorientés et un rééquilibrage est réalisé entre la lutte anti sous-marine et antiaérienne au profit de cette dernière.

Les conflits du Golfe et de Yougoslavie ont montré l'intérêt d'acheminer de façon rapide des forces aéroterrestres dans les zones de conflit, la projection de force est revalorisée et la composante amphibie se renforce.

Pour s'adapter à la nouvelle situation l'Armada a renforcé la dimension océanique de ses forces en mettant en œuvre deux bâtiments de ravitaillement pour l'appui du groupe aéronaval, les deux programmes principaux lancés dans cette période portent sur la défense aérienne. Les bâtiments de la force amphibie ont été renouvelés et l'Infanterie de Marine a été la première force entièrement professionnalisée.

Dans le cadre de la déconcentration et de la décentralisation de l'administration, une grande partie des compétences de l'Armada liées à l'action de l'état en mer ont été transférées, notamment la surveillance de la pêche, au Ministère de Agriculture. Pendant la période de transition une coopération entre l'Armada et l'administration civile s'est établie, l'activité et le nombre d'unités de l'Armada consacrées à ces missions ne sont pas négligeables.

Depuis le passage à l'an 2.000 l'Espagne est intégrée au sein de la structure militaire de l'OTAN dans une région militaire dont le poste de commandement est situé à Madrid. Tout le territoire national est placé sous ce commandement qui a aussi la responsabilité du détroit de Gibraltar, le commandement de COMGIBMED étant supprimé. Le programme naval conçu dans les années quatre-vingts touche à sa fin avec la construction des frégates de défense aérienne et la signature de la commande de la seconde série de chasseurs de mines.

5.2. Prospective pour le XXI^{ème} siècle.

L'intégration de l'Alliance Atlantique et l'accompagnement de la politique extérieure d'ouverture étaient les directions privilégiées de la stratégie espagnole des années quatre-vingts, elles seront désormais le cadre principal de notre action militaire.

La décision de ne pas avoir d'armement nucléaire implique que toute dissuasion repose sur les capacités de l'OTAN, capacités toujours sous contrôle national des pays en possession des armes, c'est à dire les Etats Unis et la Grande Bretagne. L'Espagne est représentée dans le Groupe de Plans Nucléaires, organe de prise de

décision et de politique nucléaire de l'OTAN, aucune mission spécifique n'a été assignée à l'Armada dans ce domaine.

L'Armada n'a aucun rôle comme fournisseur de plates-formes ou d'armement nucléaire. Le cas échéant, elle pourrait participer à la mise en place de la dissuasion au moyen de forces anti sous-marines pour assurer la surveillance de zones d'intérêt en appui du déploiement des SNLE.

L'un des points clés dont l'OTAN tirera sa liberté d'action sera sa capacité à matérialiser le lien transatlantique et à unir les forces et les moyens des deux cotés de l'Atlantique des deux façades maritimes de l'Europe. La protection des communications maritimes continue à être un pôle stratégique incontournable pour l'OTAN et très en accord avec nos propres intérêts. Dans le volet de la maîtrise de la mer, l'espace maritime centré sur le Déroit de Gibraltar qui comprend les accès entre le canal de Sicilie et l'archipel des Canaries reste une zone d'intérêt prioritaire pour l'Espagne. L'Armada devra être en mesure de fournir le gros de l'effort de l'OTAN dans cette aire.

Dans la nouvelle stratégie de sécurité de l'OTAN et aussi de l'Union Européenne la projection de forces a pris un rôle capital. L'Armada est en train de renouveler ses moyens d'assaut amphibie pour pouvoir débarquer une brigade légère d'infanterie de marine. Cet objectif semble adapté pour l'Espagne pour ce qui touche une opération amphibie mais les capacités de transport doivent prendre aussi en compte les forces que l'armée de terre a désignées pour être projetées. La marine marchande pourra assurer une partie importante de ces capacités si les acteurs maritimes et la défense coordonnent plus étroitement leurs politiques.

Le scénario plus probable d'intervention future se place dans le cadre de la gestion de crises, cadre où les opérations à proximité de la côte seront habituelles et la menace de mines majeure. Sur les côtes espagnoles, le nombre de ports utilisables par toute sorte de navires et le manque de plate-forme continentale simplifient la lutte contre les mines. Cette disposition ajoutée aux problèmes budgétaires a maintenu longtemps la force MCM en deuxième priorité. L'engagement au sein de l'OTAN ou d'une force européenne pour une opération navale de gestion de crise demandera

l'engagement d'une force MCM. L'Armada devra pouvoir fournir en permanence à ces forces des moyens performants et compatibles avec les moyens des marines les plus modernes.

Pour la pêche, la meilleure garantie pour continuer nos poursuivre dans les eaux internationales est le respect scrupuleux des accords de pêche et la mise en œuvre de moyens pour les vérifier. L'expérience a montré que le déploiement de patrouilleurs de haute mer par l'Armada au profit du Ministère d'Agriculture est la façon la plus économique d'utiliser ces moyens, elle devrait continuer dans le futur.

6. LA CONSTRUCTION DE LA FORCE NAVALE.

La construction d'une Marine de Guerre n'est pas indépendante des choix stratégiques d'une nation. Julian S. Corbett le stratéiste naval britannique des principes de ce siècle l'a défini comme « La transposition dans le matériel des idées stratégiques et tactiques ». Cette construction n'est pas non plus indépendante de la politique générale du pays et nécessite une grande continuité. Pour l'illustrer l'Amiral Pierre Lacoste a repris dans son livre « Stratégies navales du présent » les paroles que Thiers prononça au parlement en 1848 : « Qui dit Marine dit temps, suite et volonté ».

L'Espagne dépend fortement de la mer pour assurer la défense de son territoire et de ses intérêts. Elle a besoin d'un outil capable de les garantir. Aucune option stratégie ou politique de défense ne pourra être soutenue sur de simples valeurs géostratégiques ou des bonnes déclarations. Les ressources économiques consacrées à la défense et notamment à l'Armada seront insuffisantes pour maintenir un niveau de force équivalent à nos objectifs de défense si elles restent au niveau du 1,1% du PIB.

Une des discussions les plus habituelles parmi les auteurs navals espagnols pendant l'élaboration du dernier programme naval a été la taille et la composition de l'Armada. En 1985 le Contre-amiral espagnol Fernando de Bordejé dans son livre « L'Espagne, pouvoir maritime et stratégie naval » proposait une force capable d'opérer en deux groupes de combat, avec deux porte-aéronefs, six destroyers ou

frégates de défense aérienne, neuf frégates de protection océanique, douze corvettes, huit sous-marins et une force amphibie forte de cinq bâtiments d'assaut. Le format « vingt-cinq escorteurs » était la formule la plus répétée à l'époque.

Au terme du premier millénaire et après deux siècles de déficit naval, l'Armada est arrivée au bout d'un programme de constructions. Le format actuel de dix-sept escorteurs paraît avoir trouvé l'équilibre entre les missions et les ressources économiques. Les prévisions pour l'avenir ciblent le remplacement des unités qui arrivent à la limite de leur âge opérationnel. C'est donc le moment de se poser la question de lancer un nouveau programme de constructions et de définir les choix pour ce programme au lieu de renouveler simplement le matériel.

Le contrôle des espaces maritimes dans notre zone d'intérêt stratégique et la recherche d'une capacité de projection demandent la mise en œuvre d'une flotte de haute mer. Compte tenu des avantages que représente la présence immédiate d'aéronefs en coopération avec une force navale, l'Armada a constitué cette force de haute mer autour d'un porte-aéronefs équipé d'avions à décollage vertical, solution capable de fournir un potentiel aérien à un coût raisonnable. Mais l'existence d'un seul porte-aéronefs rend cette capacité intermittente.

Même dans le cadre d'une éventuelle augmentation du budget de défense, un deuxième groupe aéronaval serait un objectif trop ambitieux. Il s'agirait plutôt de disposer d'une deuxième plate-forme capable de remplacer le porte-aéronefs pendant les périodes d'indisponibilité sans augmenter les moyens de l'arme aérienne de l'Armada. La mise en œuvre des avions à décollage vertical et des hélicoptères n'a pas besoin d'un navire aussi spécialisé qu'un porte-avions avec des catapultes et cette deuxième plate-forme pourrait être un navire non spécialisé ou un bâtiment amphibie. Les premières études dans ce sens ont déjà débuté mais il n'existe pas encore de programme défini dont la nécessité devienne prioritaire.

Comme on le peut voir pour la force proposée pour l'Amiral Bordejé, la composition de la force actuelle d'escorteurs de l'Armada a été inspirée par un mélange de bâtiments de combat ou de protection avec des capacités océaniques ou côtières.

Pour une marine engagée dans une stratégie océanique et qui ne mettra en œuvre qu'une quinzaine d'escorteurs cette composition n'a plus de sens.

Les corvettes, même si elles peuvent disposer d'un système d'armes très complet, auront des performances limitées par leur déplacement: manque d'autonomie, vitesse réduite par conditions de mauvaise mer, manque d'installations pour un hélicoptère et marge de modernisation limitée. L'escorteur de petit tonnage devra être abandonné si l'on veut avoir un réservoir d'escorteurs polyvalents et interopérables.

La limitation du nombre d'escorteurs exige une certaine capacité dans tous les domaines de lutte pour tous les types de bâtiments, mais le volet aérien présente certaines priorités. La menace aérienne et de mines seront les plus probables dans le cas d'un conflit limité ou de gestion de crises, car la maîtrise d'une force sous-marine ou de surface performante est plus difficile à acquérir pour un pays peu développé, adversaire le plus probable dans ce cas. Les moyens de guet et d'interception aérienne déployables depuis un porte-aéronefs sont encore limités, une partie importante de la défense aérienne de nos forces continuera de reposer sur les navires de surface.

Pour la force sous-marine le moment est aussi arrivé aussi de définir des nouvelles capacités et un nouveau concept d'emploi. Dans le cas d'un éventuel affrontement pour la maîtrise de la mer, les sous-marins à propulsion nucléaire constituent le premier pilier d'une marine moderne. Les capacités renouvelées d'un sous-marin classique ne s'approchent pas de celles de son partenaire nucléaire, seules les nouvelles technologies de propulsion anaérobies peuvent offrir une performance similaire dans certains limites.

L'Espagne devra se placer face à ses propres fantômes et faire le choix dans la propulsion nucléaire ou de parier sur la propulsion anaérobie. Faute de choix l'arme sous-marine restera toujours au deuxième rang par insuffisance technologique.

Les missiles de croisière lancés depuis des combattants de surface ou de préférence depuis des sous-marins constituent un système performant de projection de

puissance. Cette capacité plus limitée que la mise en œuvre d'un porte-avions d'attaque a pourtant un poids stratégique et elle a un poids déterminant dans la guerre navale au-dessus de la surface. Elle devrait donc être envisagée comme un des objectifs d'armement futur de l'Armada.

7. CONCLUSIONS.

La configuration géographique de l'Espagne met en évidence des objectifs maritimes pour la défense de son territoire et de ses intérêts : le contrôle des espaces maritimes que délimitent la péninsule, les archipels des Canaries, les Baléares ainsi que le détroit de Gibraltar et ses accès.

L'économie espagnole dépend prioritairement des voies de communication maritime. L'industrie se place de préférence à proximité de la côte. Cette situation risque de devenir une faiblesse si l'on n'est pas capable d'assurer une protection convenable des accès et des voies maritimes.

Les objectifs de la politique économique de l'Espagne sont la réduction du chômage et le processus de privatisation. La priorité de la défense dans l'élaboration du budget de l'Etat est limitée ; néanmoins, elle profite de façon indirecte des ressources des autres ministères. Les ressources dédiées à la défense doivent augmenter pour maintenir le nouveau format de forces professionnelles et soutenir dans son budget l'effort technologique et industriel.

La pêche continuera à être une activité économique importante pour l'Espagne. Dans le nouveau siècle, cette activité sera de plus en plus régulée par des accords internationaux. La meilleure garantie de progression pour l'Espagne sera le bon fonctionnement de ces accords, et notre pays sera le premier intéressé par leur vérification. Cette dernière requiert des moyens et le système le plus efficace de mise en place de ces moyens passe par l'opération des patrouilleurs de haute mer pour l'Armada.

L'industrie navale espagnole a fait un grand effort pour rattraper le retard technologique qu'elle a traîné tout au long du XX^{ème} siècle. Cet effort a produit des

résultats positifs en profitant de la coopération avec d'autres nations plus développées. L'outil industriel est arrivé à un niveau satisfaisant dans certains domaines. Dans le futur, l'industrie navale espagnole devra pousser sa spécialisation et la coopération internationale pour maintenir la capacité de dessin et de construction de bâtiments modernes.

La marine marchande constitue un réservoir de moyens pour les opérations navales. Ils peuvent renforcer les capacités de la marine de guerre à un coût très intéressant. L'Armada a profité des moyens de la marine marchande en plusieurs occasions, mais l'évolution du transport maritime et le processus de privatisation en Espagne ont fait que le système de coordination prévu est devenu inadapté. La coordination des politiques de défense et du transport maritime devra devenir une priorité pour rétablir cette capacité.

La dimension maritime de la stratégie espagnole est devenue plus évidente pendant la dernière décennie. L'évolution du concept stratégique a rencontré des difficultés posées par l'attitude de la population vis à vis de la défense et du manque de mentalité maritime. L'ancien concept stratégique de « défense sur le territoire » évolue en faveur de la projection. L'Armada devra prendre cette évolution en compte pour la définition de l'outil naval de projection.

L'Armada devra être un instrument au service de la politique étrangère capable de matérialiser la politique de coopération avec l'Amérique du Sud et les pays du nord de l'Afrique. Dans notre zone d'intérêt stratégique, la politique étrangère devra favoriser la coopération avec les pays du Maghreb. Cette coopération apportera une certaine stabilité à la zone et renforcera notre position stratégique.

L'OTAN constituera l'alliance principale en matière de défense. Les intérêts stratégiques de l'alliance et de l'Espagne passent par la nécessité de contrôler les espaces maritimes. C'est dans ce domaine que l'Armada devra concentrer ses efforts. L'Armada doit être capable d'encadrer les moyens de l'alliance dans la zone maritime de responsabilité du commandement subrégional du sud-ouest de l'Europe. Elle devra aussi collaborer de manière importante au contrôle de la zone maritime d'IBERLANT.

Pour assurer le contrôle des zones maritimes d'intérêt et coopérer avec l'OTAN il faudra une marine de haute mer. Le programme de construction devra optimiser les capacités de l'Armada dans ce domaine. Il devra assurer la continuité d'opération d'un groupe de combat avec des moyens aériens. Il devra prendre en compte des escorteurs océaniques aptes à mettre en œuvre des hélicoptères et travailler en coopération avec des unités de combat majeures. Ce programme devra aussi profiter des progrès de la technologie et des armements pour obtenir de la force sous-marine le maximum de ses possibilités.

BIBLIOGRAPHIE.

Julian S. Corbert, Principes de stratégie maritime.

Hervé Couteau-Bégarie, La Puissance Maritime.

Pierre Lacoste, Stratégies Navales du présent.

Colins S ; Gray. Roger W. Barnett. Sea Power and strategy.

Eric Grove, The future of Sea Power.

Bruno Colson, Europe : Repenser les alliances.

Bernard Labatut, Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et militaire dans l'Espagne démocratique.

Gonzalo Parente, Estrategia maritima y su evolucion.

Fernando Bordejé, Espana poder maritimo y estrategia naval.

Essais.

Bernard Labatut, Stratégie navale de l'Espagne : Grandeurs et limites d'une ambition.

J. Salgado Alba, Stratégie maritime espagnole dans le cadre de la défense d'occident.

J. Santé Rodriguez, Valoracion estratégica del Estrecho de Gibraltar.

Julio Albert, Consideraciones sobre el trafico maritimo.

Gonzalo Sirvent, Reflexiones sobre el entorno estratégico-economico.